

Brésil/Présidentielle C'est bien Bolsonaro !

AFP
Rio de Janeiro/Brésil

Reste que l'élection d'un président d'extrême droite plonge le pays dans l'inconnu.

LA jeune démocratie brésilienne a basculé hier dans une grande inconnue avec son premier président d'extrême droite plus de 30 ans après la fin de la dictature, une élection qui a jeté une lumière crue sur les fractures du Brésil.

Jair Bolsonaro, qui prendra ses fonctions le 1er janvier 2019, a reçu dimanche un mandat clair avec plus de 55% des voix, devant le candidat de gauche Fernando Haddad (45%) à l'issue d'une campagne qui a coupé en deux le plus grand pays latino-américain.

Une fois installé dans le palais du Planalto à Brasilia, l'ancien capitaine, qui a souhaité dimanche après sa victoire un Brésil qui soit "une grande Nation, pour nous tous", aura fort à faire, après la campagne qu'il a menée au lance-flammes, pour recoller les morceaux d'un pays qui s'est fracturé profondément.

Bolsonaro va succéder, pour quatre ans, au conservateur Michel Temer, qui se retire sur un taux d'impopularité historique et va lui laisser un pays mal en point et en plein doute. Jair Bolsonaro devrait se rendre à Brasilia dès ce mardi pour s'entretenir avec M. Temer, ainsi que le président de la Cour su-



Photo : AFP

La presse réservait ses "unes" hier à l'élection de Jair Borsalino. Un saut dans l'inconnu pour le plus grand pays d'Amérique latine.

prême Dias Toffoli et le chef d'état-major des armées, le général Eduardo Villas Bôas.

Ce député, qui n'a fait voter que deux lois en 27 ans dans l'hémicycle et n'était guère connu que pour ses gestulations guerrières, arrive à la tête d'un pays de 208 millions d'habitants sans aucune expérience du pouvoir, comme ses futurs ministres.

La liste est longue des Brésiliens qui ont de quoi être inquiets de l'avenir après les déclarations agressives du candidat Bolsonaro qui avait dit vouloir gouverner "pour la majorité, pas pour la minorité".

Dans sa ligne de mire, pêle-mêle : les Noirs, les femmes, les membres de la communauté LGBT, mais aussi les militants de gauche, les Indiens, les membres du mouvement paysan des sans-ter-

(MST) et d'ONG, les défenseurs de l'environnement et les journalistes.

"FORTES PRESSIONS" Les plus optimistes pensent que cet admirateur de la dictature militaire (1964-85) abandonnera sa rhétorique de campagne à l'épreuve du pouvoir. Mais d'autres le voient gouverner d'une manière bien plus idéologique que pragmatique, faisant prendre un virage vertigineux au Brésil.

"Il y a toujours des risques. Il est clair qu'avec ses antécédents et ses déclarations polémiques, il a attiré l'attention", note Leandro Gabiati, directeur du cabinet de consultants Dominion, à Brasilia.

"Il ne faut toutefois pas perdre de vue que le Brésil a une des démocraties les plus solides d'Amérique latine", ajoute-t-il. Mais le Brésil de Bolsonaro sera sous sur-

veillance de la communauté internationale. Inconnue également est la direction que prendra la 8e économie mondiale sous la baguette d'un président qui avoue sa totale incompétence en la matière.

Avec son "Chicago boy" Paulo Guedes, il "devra remettre l'économie en mouvement le plus rapidement possible, car il n'aura une marge que de six mois, ou un an", dit M. Gabiati. Gaspard Estrada, spécialiste de l'Amérique latine à Sciences Po, estime lui aussi que Bolsonaro "aura de très fortes pressions pour donner des résultats très rapidement, puisqu'il s'est basé sur une plate-forme très radicale".

"Sur le plan économique, des privatisations, il y aura des pressions des électeurs mais aussi des marchés financiers" qui attendront beaucoup, et vite.

CONGRES FRAGMENTÉ

Bolsonaro aura-t-il les moyens de mettre en œuvre sa politique ? C'est une autre grande inconnue. "Il sera face au Congrès le plus fragmenté de l'histoire", relève M. Estrada.

Le futur président "sera tenté de prendre des mesures très dures, sans passer par le Parlement", où il aura beaucoup de mal à former une majorité. "Il sera confronté à des exigences très vite", dit M. Estrada, qui "craint des dérapages dès le début de son mandat".

Jair Bolsonaro a dit par exemple qu'il déclarerait "terroristes" les militants du MST, mais on peut redouter également "une multiplication d'actes violents avec la permission, par omission, du gouvernement Bolsonaro".

Pendant la campagne, le candidat n'a jamais condamné les violences (dont au moins un meurtre) contre des militants de gauche, se disant "non responsable" des actes de ses sympathisants.

Beaucoup craignent que la victoire, combinée au discours belliqueux de leur leader, qu'ils appellent "Le Mythe", ne décomplexe et déchaîne les franges les plus extrémistes et primaires de son électorat.

A Brasilia, Luisa Rodrigues Santana, étudiante, a voté Haddad dimanche, craignant qu'une élection de Bolsonaro puisse "libérer toute cette haine accumulée chez tout le monde". "En tant que femme noire, de la communauté LGBT, j'ai peur", a-t-elle confié.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique / Politique.** Ngon-Baba nouveau président de l'Assemblée

Un député - Laurent Ngon-Baba, élu de Baboua (ouest) et ancien ministre sous le président François Bozizé (2003-2012) - choisi par le groupe parlementaire de la présidence a été porté hier par ses pairs à la tête du Parlement, où un autre député a tiré en l'air en séance en fin de matinée, a rapporté un journaliste de l'AFP.

• **Nigeria/Troubles.** Trois morts à Abuja

Trois partisans d'un groupe chiite radical ont été tués durant le week-end en marge d'une manifestation dans la capitale fédérale du Nigeria après des affrontements avec l'armée, selon un porte-parole militaire.

• **Tunisie/Attentat.** Neuf blessés en plein Tunis



Photo : AFP

Une femme s'est fait exploser hier en début d'après-midi sur la principale artère du centre de Tunis, à proximité de véhicules de police, a indiqué à l'AFP le ministère de l'Intérieur. Selon le porte-parole de ce ministère, Sofiene Zaag, neuf personnes ont été blessées, dont huit policiers.

A travers le monde

• **Bangladesh/Justice.** L'ex-Première ministre Zia : sept ans de prison de plus

L'ancienne Première ministre du Bangladesh et chef de l'opposition, Khaleda Zia, qui purge déjà une peine de cinq ans de prison, a été condamnée hier à sept ans de prison dans une autre affaire.

• **Indonésie/Accident.** Un Boeing s'abîme en mer avec 189 personnes à bord



Photo : AFP

Un Boeing 737 de la compagnie Lion Air s'est abîmé hier matin au large des côtes indonésiennes. Les services de secours, qui n'ont pratiquement plus d'espoir de retrouver des survivants, ont indiqué que les 189 personnes à bord sont "probablement mortes".

Etats-Unis/Politique

Trump rejette la "grande colère" à travers le pays sur les médias

AFP
Washington/Etats-Unis

Cette charge survient au lendemain d'un week-end endeuillé par une tuerie dans une synagogue de Pittsburgh qui a fait 11 morts.

LE président américain Donald Trump a rejeté hier la responsabilité de la "grande colère" ressentie à travers les Etats-Unis sur les médias, au lendemain d'un week-end endeuillé par une tuerie dans une synagogue de Pittsburgh qui a fait 11 morts ("L'Union" d'hier). "Il y a une grande colère dans notre pays causée en partie par le traitement erroné, et souvent fourbe, des informations par les médias", a tweeté le milliar-



Photo : AFP

Le président Donald Trump a une nouvelle fois pointé un doigt accusateur en direction des médias, coupables à ses yeux d'être responsables de la "grande colère" à travers le pays.

naire républicain, s'en prenant encore une fois à la presse.

"Les médias Fausses Nouvelles, le véritable Ennemi du Peuple, doivent arrêter l'hostilité ouverte et évidente et rapporter les in-

formations correctement et de manière équitable", a-t-il poursuivi.

"Ça fera beaucoup pour éteindre l'incendie de la Colère et de l'Indignation et nous serons alors en mesure de rapprocher les

deux côtés dans la Paix et l'Harmonie. Les Fausses Nouvelles Doivent Finir !", a-t-il lancé.

Le président a fait savoir qu'il se rendrait à Pittsburgh pour présenter ses condoléances. Mais des familles de victimes ne souhaitent pas rencontrer celui qu'elles accusent d'attiser la haine.

Lynnette Lederman, ancienne présidente de la synagogue Tree of Life où s'est déroulé le drame, a fait savoir hier matin sur CNN que M. Trump n'était "pas le bienvenu dans ma ville".

"Parce que c'est un pourvoyeur du discours de haine. Les mots hypocrites qui sortent de sa bouche ne signifient rien pour moi", a-t-elle ajouté. "Nous avons des gens auprès de nous qui croient en nos valeurs, pas seulement les va-

leurs juives, et ce ne sont pas les valeurs de ce président".

En revanche, le rabbin de la synagogue Jeffrey Myers a précisé sur la chaîne américaine que le "président des Etats-Unis est toujours le bienvenu". "Je suis un citoyen. Il est mon président. Il est bien sûr le bienvenu", a ajouté le rabbin qui se trouvait dans le bâtiment lorsque Robert Bowers, 46 ans, y a fait irruption et a fait feu sur les fidèles.

"Je ne jette pas vraiment le blâme sur quiconque. La haine ne connaît pas de religion, de race, de croyance, de parti politique. Ce n'est pas un problème politique d'une quelconque manière. La haine ne connaît pas l'une de ces choses. Elle existe dans toute personne", a-t-il relevé.